

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ACL

53 rue Georges Moulimard
70300 LUXEUIL LES BAINS

Références : UID257090/SPR/ES/BM 2022 - 1017C
Code AIOT : 0005901773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement ACL implanté Sablière de Baudoncourt Lieux-dits Au Neufin et Gillerie 70300 BAUDONCOURT. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale relative à la gestion des déchets inertes d'extraction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACL
- Sablière de Baudoncourt Lieux-dits Au Neufin et Gillerie 70300 BAUDONCOURT
- Code AIOT : 0005901773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ACL est autorisée à exploiter , une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Baudoncourt jusqu'au 31/12/2024. L'extraction se fait en eau, les matériaux extraits sont des alluvions silico-calcaires de la plaine du Breuchin et de la Lanterne. Les matériaux sont transportés par camions vers le site de la société Ferrat-Cholley pour y être concassés et/ou criblés. La carrière est contigüe à l'emprise de la base aérienne de Saint Sauveur. L'autorisation d'exploiter concerne 2 secteurs éloignés l'un de l'autre de quelques centaines de mètres. Un secteur n'est plus

exploité et est réaménagé. Cette inspection concerne le secteur actuellement en cours d'exploitation composé des bassins n°7 et 8.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- production
- garanties financières
- géométrie de l'exploitation
- suivi des eaux de la nappe
- déchets inertes d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 12 | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 13 | Plan de gestion des déchets – nature et quantité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Niveaux de production | Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.2 | / | Sans objet |
| 2 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.5 | / | Sans objet |
| 3 | Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts | Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 17.3 et 17.4 | / | Sans objet |
| 4 | Stockage des produits tout-venant et élaborés | Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 18 | / | Sans objet |
| 5 | Plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 20 | / | Sans objet |
| 7 | Surveillance de la nappe | Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 24 | / | Sans objet |
| 8 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 9 | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 10 | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement bien suivie. L'exploitant doit toutefois prendre les mesures nécessaires pour suivre les déchets inertes d'extraction, notamment par l'illustration de leur emplacement temporaire sur un plan et par la rédaction d'un plan de gestion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Production |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'intégralité de l'article 4 de l'arrêté d'autorisation 'du 21 août 1997 est remplacée par : « La quantité maximale autorisée à extraire est de : +55 000 tonnes pour les années 2015 et 2016 ; + 48 000 tonnes pour les années 2017 à 2024. La quantité un maximum commercialisable est fixée à 60 000 tonnes. » |
| Constats : La production des matériaux commercialisables des années 2020 et 2021 déclarée sur le site Gerep ne dépasse pas le niveau maximum autorisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 12.1 de l'arrêté d'autorisation du 27 août 1997 sont complétées par les prescriptions suivantes : « Pour la prolongation d'exploitation, le montant des garanties financières est le suivant : - du 1% janvier 2015 au 31 décembre 2019 : 120982€; ' - du 1% janvier 2019 au 31 décembre 2023 : 111 636€ » |
| Constats : Un acte de cautionnement justifie la constitution de garantie financière d'un montant de 111 636€. La validité de ce document expire le 31/12/2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 17.3 et 17.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, géométrie des bassins |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (art 17.3) - Lors de la première phase d'exploitation, une banquette de protection sera laissée en l'état sur une largeur minimale de 15 mètres en crête, entre les 2 plans d'eau existants et qui seront agrandis. Toute extraction sur cette bande de terrain est formellement interdite, même si elle n'affecte que la partie hors d'eau des terrains concernés. Toutes dispositions seront prises pour qu'aucun des 2 bassins, ainsi séparés, n'atteigne une longueur dépassant 300 mètres linéaires, mesurés dans le sens d'écoulement de la nappe. (art 17.4) - Lors de la deuxième phase d'exploitation, les mesures prescrites à l'article 17.3 seront rendues applicables pour la constitution des 2 plans d'eau à créer. Constats : Le plan d'exploitation de l'exploitant montre l'existence sur la zone actuellement exploitée d'une banquette séparant les bassins n°7 et n°8. Sa largeur n'est pas inférieure à 15 mètres et la longueur des 2 bassins dans le sens d'écoulement de la nappe est bien inférieure à 300 mètres. L'inspection de la première zone exploitée (des les premières phases d'exploitation) montre également l'existence d'une banquette entre les 2 bassins n°5 et n°6 . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Stockage des produits tout-venant et élaborés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les stocks de matériaux devront être déposés intégralement dans l'emprise de la sablière et au voisinage des installations et du bassin de décantation des eaux de lavage issues de celles-ci. La hauteur de ces stocks est strictement limitée à 7 mètres. |
| Constats : Il n'a pas été constaté de stocks important de matériaux au niveau du bassin de décantation hormis la présence de boues issues du traitement des matériaux effectué sur le site FERRAT CHOLLEY. Elles sont destinées au réaménagement de ce bassin. En revanche, il a été constaté la présence d'un cordon de matériaux sur toute la largeur du bassin n°8. Cette zone correspond à la zone actuellement exploitée. D'après le plan, la hauteur de ce stock est comprise entre 5 et 6 mètres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Plan d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, plan d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés: -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords [...] -les bords des excavations, -les zones remises en état, -les stockages de matériaux,...] -[...] la localisation des piézomètres constituant le réseau de surveillance prescrit à l'article 10 ci-dessus. |
| Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour en mars 2022. Il présente l'ensemble des informations réglementaires sans toutefois préciser les zones qui ont fait l'objet d'une remise en état.. Trois piézomètres sont illustrés sur ce document, dont 2 ont la même identification (PZ1), le troisième étant nommé PZ2. L'exploitant indique que le PZ2 est situé sur une parcelle qui a été rachetée à l'exploitant au profit de la base aérienne. Il se trouve désormais positionné sur l'emprise de la base aérienne. Sur le terrain, il a été constaté la présence d'une clôture délimitant le nouveau périmètre et la présence de l'ouvrage de prélèvement au sein du périmètre de la base aérienne. En conséquence, un troisième piézomètre a été foré pour remplacer celui qui est présent à l'intérieur de l'établissement militaire. Sur le plan, Il a été identifié par erreur PZ1. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître sur le plan d'exploitation à l'occasion de sa prochaine mise à jour les zones remises en état et de corriger l'identification du piézomètre situé à proximité de la clôture de la base aérienne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Surveillance de la nappe

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux de la nappe |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les piézomètres implantés conformément aux dispositions de l'article 10 du présent arrêté, pour assurer une surveillance de la qualité et des niveaux des eaux de la nappe influencée par la carrière feront l'objet de relevés réguliers des mesures des paramètres définis à l'article 11. La fréquence de ces mesures sera trimestrielle. Les résultats seront portés à la connaissance de l'inspecteur des installations classées [...] |
| Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection les résultats des mesures de la qualité des eaux de la nappe correspondant à la période 2027-2022. Les résultats n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection. En revanche, ces résultats étant présentés dans un tableur, il n'est pas mentionné si la cote relevée du niveau piézométrique est en mètre NGF. |
| Observations : L'exploitant adressera à l'inspection dans les meilleurs délais le dernier rapport du prestataire effectuant le prélèvement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats : Il a été constaté la présence d'un stock ancien de terre végétale en attente de réutilisation pour le réaménagement final de la carrière.</p> <p>D'après l'exploitant ce stock a été constitué il y a plus de trois ans.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p> |
| <p>Constats : Le stock de terre végétale présente une hauteur d'environ 5 mètres et il est végétalisé. Il n'a pas été constaté la présence d'indice d'instabilité sur ce stock.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| Constats : Le stock de terre végétale ne présente pas de trace d'écoulement de type ravine. Sa végétalisation importante est de nature à réduire voire éviter les envols de poussières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| Constats : Le plan d'exploitation qui a été présenté à l'inspection n'illustre que la zone actuellement exploitée et réaménagée. Le stock de terre végétale est situé sur une partie ancienne qui n'est plus exploitée et en conséquence il n'est pas illustré sur le plan d'exploitation. Il est demandé à l'exploitant de présenter sous un délai de 2 mois les zones de stockage de déchets inertes sur un plan spécifique annexé au plan de gestion des déchets inertes. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; [...] <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion de déchets inertes d'extraction ce qui est un fait non-conforme aux dispositions de l'article présenté ci-dessus.</p> <p>L'exploitant adressera sous un délai de 2 mois à l'inspection des installations classées ce document.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |